



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/43/743/Add.1
15 novembre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL

Quarante-troisième session
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Droits de l'homme et exodes massifs

Rapport du Secrétaire général

Additif

1. Depuis la publication du rapport principal, sous la cote A/43/743, en application du paragraphe 6 de la résolution 42/144 de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1987, et du paragraphe 5 de la résolution 1988/70 de la Commission des droits de l'homme, en date du 10 mars 1988, des réponses à la note verbale envoyée par le Secrétaire général le 30 août 1988 ont été reçues des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et du Mexique.
2. Les Etats-Unis ont approuvé la plupart des conclusions et recommandations formulées dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés (A/40/385, annexe). Ils offraient depuis longtemps un havre aux réfugiés fuyant les persécutions dans d'autres pays et avaient pris la tête dans l'aide accordée aux pays de premier refuge pour leur permettre de s'occuper des réfugiés sur leur territoire. Ils ont donc appuyé en particulier la recommandation selon laquelle les Etats devraient coopérer les uns avec les autres afin d'éviter à l'avenir des courants massifs de réfugiés et respecter le droit qu'ont les réfugiés de rentrer en sécurité à leur domicile. Ils ont toutefois noté que, dans les conclusions et les recommandations, le terme de "réfugié" était employé dans un sens plus large que le sens technique qui lui était attribué en droit international.
3. Les Etats-Unis ont aussi approuvé la recommandation selon laquelle il fallait résoudre les problèmes complexes qui suscitent des courants massifs de réfugiés pour éviter ces courants à l'avenir et encourager les réfugiés à regagner leur pays d'origine. A cet égard, ils ont noté que, dans le cas de l'Afghanistan, les autorités soviétiques avaient envenimé le conflit par leurs bombardements contre la Résistance, dont les derniers se seraient produits en octobre et novembre 1988,

empêchant les 5 millions de réfugiés afghans du Pakistan et de la République islamique d'Iran de regagner leur pays. La présence de millions de mines dans la campagne et l'absence de cartes soviétiques détaillées indiquant l'emplacement des champs de mines constituaient aussi un obstacle majeur au retour des réfugiés.

4. Les Etats-Unis ont exprimé leur accord sur le fait que les Etats devraient promouvoir les droits de leurs populations et ne devraient pas dénier ces droits à certains groupes en raison de leurs nationalité, origine ethnique, race, religion ou langue, les obligeant ainsi, directement ou indirectement, à quitter leur pays. Toutefois, ils n'ont pas mis les droits économiques, sociaux et culturels sur le même plan que les droits civils et politiques. Les premiers n'étaient pas des "droits", mais plutôt des objectifs sociaux à atteindre progressivement en fonction des libres choix faits par les sociétés démocratiques. Les derniers étaient des droits protégeant les individus contre l'immixtion de l'Etat et devaient être respectés et sauvegardés immédiatement.

5. En conclusion, les Etats-Unis ont exprimé l'opinion que les courants de réfugiés diminueraient si les droits de l'homme étaient mieux respectés, et ont jugé utile de rappeler, à l'occasion du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, les propos tenus par le Secrétaire d'Etat George C. Marshall à la session d'ouverture de l'Assemblée générale des Nations Unies à Paris, le 23 septembre 1948 :

"La plupart des difficultés sont dues à la dénégaration systématique et délibérée des droits fondamentaux de l'homme, qui constituent une menace à l'oeuvre des Nations Unies... Les gouvernements qui négligent d'une façon systématique les droits de leurs propres peuples ne sont guère enclins à respecter les droits d'autres nations et d'autres peuples et sont tentés de recourir à la contrainte et à la force pour atteindre leurs objectifs dans le domaine international."

6. Le Gouvernement mexicain réaffirme une fois de plus qu'en ce qui concerne l'asile, le respect et la protection de la vie humaine constituent les valeurs suprêmes. L'octroi de l'asile est une décision souveraine qui ne doit pas être interprétée comme un acte d'inimitié à l'égard du pays d'origine de ceux qui sollicitent la protection.

7. En application des normes internationales généralement acceptées et en collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Gouvernement mexicain s'est occupé des réfugiés guatémaltèques qui se sont installés sur le territoire national. Il convient de noter à cet égard que les critères et mécanismes voulus pour faciliter le retour de ces réfugiés ont été établis, les intéressés s'étant vu garantir le strict respect du droit à une assistance propre à leur faciliter le rapatriement.

8. Le Gouvernement mexicain entend tirer parti de l'exécution de programmes productifs pour faire en sorte que les réfugiés guatémaltèques parviennent progressivement à l'autosuffisance, leur évitant ainsi de dépendre indéfiniment de l'aide internationale.

9. Le Mexique reconnaît qu'il arrive que l'intégration sur place, en tant que solution durable, se heurte à des obstacles parce que les pays d'asile sont souvent des pays en développement dotés de ressources matérielles très modestes, qui ne peuvent que difficilement supporter la charge économique supplémentaire que représentent les courants massifs et inopportuns des personnes venues d'ailleurs.

10. Cela étant, le Gouvernement mexicain maintient résolument sa politique de non-refoulement ou expulsion de personnes qui se réfugient dans le pays pour protéger leur vie; il entend en effet continuer de protéger la vie et l'intégrité physique des réfugiés qui lui demandent asile.

11. Eu égard aux considérations qui précèdent, il convient de garder à l'esprit que la situation économique défavorable régnant dans la plupart des pays en développement, à laquelle s'ajoute l'instabilité politique et sociale dont pâtiennent certains de ceux-ci, est la cause fondamentale des exodes de grande ampleur.

12. Le Gouvernement mexicain considère en l'occurrence que ce problème ne saurait être résolu que si la communauté internationale reconnaît la nécessité d'instaurer un nouvel ordre économique international permettant de réduire l'écart entre pays développés et pays en développement.

13. Le Gouvernement mexicain mène par ailleurs des actions de concertation à l'échelon régional visant à créer les conditions d'un règlement négocié du conflit centraméricain, principale cause de l'existence de courants importants de réfugiés dans la région.

14. Telle est la perspective dans laquelle s'inscrivent l'appui et l'adhésion du Mexique aux conclusions et recommandations du Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés.
